

La reddition de l'Allemagne est imminente

Les amendements au projet de Dumbarton-Oaks

Des troupes allemandes s'efforcent de se rendre aux Alliés de l'ouest pour ne pas tomber aux mains des Russes — Les Anglais sont entrés au Danemark — La 7e armée a franchi le col du Brenner — M. Mikolajczyk invité à Moscou

L'Allemagne est presque complètement conquise et les rumeurs d'une reddition imminente se multiplient à la suite d'une déclaration du ministre de la Production, Albert Speer, que la nation allemande est vaincue. Une agence de nouvelles de Suède prétend que le grand amiral Doenitz et le maréchal Montgomery auraient bientôt une entrevue à Kiel ou au Danemark, si même ils ne se sont pas déjà rencontrés. La radio anglaise dit que Doenitz et son gouvernement sont à Copenhague. La radio de Paris rapporte que Doenitz et Himmler auraient de nouveau approché les Alliés pour une reddition aux trois grandes puissances.

Les Allemands ont proclamé Kiel et Flensburg villes ouvertes. Tout ce qui reste à l'ennemi ce sont des zones peu considérables, notamment sur l'Elbe, à l'est de Magdebourg, un secteur qui se rétrécit sans cesse autour des villes allemandes du nord-ouest, la presqu'île de Slesvig-Holstein qui conduit au Danemark; et la forteresse de Bavière.

Hors d'Allemagne l'ennemi garde encore quatre zones de résistance assez importantes. Celle où il a le plus de chance de tenir quelque temps, c'est la zone de Bohême-Moravie. Dans l'ouest de la Hollande, la situation des Allemands est intenable; l'armée canadienne a perdu contact avec l'ennemi sauf à Oldersum, au sud d'Emden. Les Allemands occupent en outre le Danemark et la Norvège; des troupes ont tenté de passer en Norvège, mais l'aviation alliée a assailli ces transports et coulé ou endommagé au moins 61 navires qui tentaient de traverser de Kiel à Oslo. Au Danemark on s'attend à ce que les troupes qui occupent le pays se rendent bientôt.

Des soldats allemands se rendent en grand nombre aux troupes anglaises et étatsuniennes pour éviter de tomber aux mains des Russes; c'est une course vers les lignes alliées de l'ouest; sur le front de la 9e armée, que le général Eisenhower a fait arrêter à l'Elbe il y a plusieurs jours, les Allemands passent le fleuve dans des embarcations de fortune ou même à la nage pour se rendre. Depuis l'invasion de Normandie, les Alliés de l'ouest auraient pris plus de 3,000,000 de soldats allemands.

La situation est telle que les autorités militaires de l'ouest craignent que les Russes reprochent aux deux autres armées de donner asile à l'ennemi. Les troupes anglaises ne savent plus comment héberger et nourrir tous leurs prisonniers et ont demandé aux Etats-Uniens d'en prendre davantage; mais le gouvernement de Washington n'a pas encore accepté, parce qu'il veut ramener aux Etats-Unis le plus tôt possible le surplus de ses troupes et ne veut pas immobiliser ses navires en transportant des approvisionnements additionnels.

Sur le front de l'est, les Russes font aussi beaucoup de prisonniers; à Berlin seulement ils en avaient pris 145,000 ce matin et le nombre augmente sans cesse. Une dépêche de Moscou dit que ces prisonniers sont alignés en longues files et attendent de partir pour un long voyage vers l'est; cela semble indiquer que les Russes vont appliquer sans délai leur programme de réparation en Russie par la main-d'œuvre allemande, ce qu'ils ont déjà commencé de faire d'ailleurs.

Aux dernières nouvelles, la 2e armée britannique avait franchi la frontière du Danemark. Au sud, la 7e armée étatsunienne est entrée dans le col du Brenner pour aller faire sa jonction avec la 5e armée étatsunienne en Italie; la 7e armée a pris Salzbourg. La 3e armée approche de Linz et se trouve à 10 milles des Russes qui avancent à l'ouest de Vienne.

SECURITE INTERNATIONALE

C'est aujourd'hui le dernier jour pour la présentation à San-Francisco des amendements au projet de Dumbarton-Oaks. Les ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances qui ont fait les invitations ont terminé l'étude des changements proposés par ces pays eux-mêmes. On dit que M. Molotov a fini par accepter, à une exception, les modifications proposées par les Etats-Unis, l'Angleterre et la Chine.

Le principe que la nouvelle charte internationale puisse être révisée, et qui fait l'objet d'un des seize amendements soumis par les Etats-Unis, a été accepté par les Quatre; mais pas dans la forme originale. Les Etats-Unis avaient proposé que par un vote des deux tiers l'Assemblée générale pourrait convoquer une convention constitutionnelle chargée de réviser la charte; on ajoutait que les cinq grandes puissances n'auraient pas le pouvoir d'imposer un veto à ce sujet. Les Russes ont dit n'avoir pas d'objection, mais ont demandé que la majorité pour convoquer la convention soit augmentée; on a donc convenu qu'il faudrait un vote des trois quarts de l'Assemblée, plus l'approbation de la majorité du Conseil de sécurité. Toutefois une clause de ce projet d'amendement en limite singulièrement la portée: les cinq grandes puissances n'ont pas le droit de veto sur la convocation de la convention, mais elles auront ce droit de veto sur les décisions de cette convention constitutionnelle. C'est un nouvel exemple de la politique de force.

Les amendements proposés par le sénateur Vandenberg pour inclure le mot "justice" à divers endroits du projet sont approuvés. Les Quatre ont aussi convenu de coopérer au développement du droit international, et trois de ces puissances: les Etats-Unis, l'Angleterre et la Russie, ont accepté d'appuyer la restauration de

la Cour internationale de justice, avec un statut modifié. Malheureusement on a pratiquement stérilisé d'avance le travail de ce tribunal car il a été convenu que la nouvelle société des nations, comme l'ancienne, ne sera pas tenue de faire observer les jugements de la Cour.

Les Quatre ont accepté, apparemment sans débat, qu'un préambule comme celui qu'a soumis le maréchal Smuts, soit inclus dans le projet pour proclamer que les pays membres de l'organisation s'engagent à respecter les droits innés de la personne humaine; une telle affirmation de principe a été recommandée notamment par l'épiscopat catholique des Etats-Unis, et hier même par le Comité exécutif de l'épiscopat canadien. Il est éminemment salulaire que ce principe soit proclamé par tout l'univers, mais il ne faut pas s'imaginer que cela entraînera la réalisation prochaine de cette "charte internationale des droits de l'homme".

Il en sera probablement de ce préambule comme de la Charte de l'Atlantique; chacun l'accordera à sa fantaisie. Lorsque la Charte de l'Atlantique a été proclamée que tous les peuples de la terre seraient libres de se gouverner à leur guise, beaucoup de peuples qui veulent leur indépendance ont acclamé la nouvelle; puis un beau jour M. Roosevelt déclara que ce n'était qu'un idéal vers lequel tendre, et M. Churchill recula encore le but en disant que c'était une indication de la direction générale vers laquelle le monde doit évoluer; le premier ministre anglais ajouta en guise d'exemple que ce processus était déjà en opération dans l'Empire britannique. L'on peut craindre que la charte des droits humains ait le même sort, surtout avec tous les vetos qui assujettissent d'avance la société internationale à quelques impérialismes triomphants.

LA QUESTION POLONAISE

La meilleure preuve qu'il en est bien ainsi c'est que l'amendement permettant la révision de la charte internationale a soulevé un vif débat parmi les Quatre. M. Molotov a dit que cela pourrait permettre aux Allemands de faire réviser le règlement de la paix. M. Eden a répondu qu'il ne voulait pas aider les Allemands, mais que d'autre part il ne voulait pas d'une situation qui lancerait la prochaine génération allemande dans une nouvelle guerre. Mais le délégué russe quand il disait que cet amendement ne pourrait aider que les Allemands pensait peut-être aux Etats baltes ou à la Pologne.

Car la question polonaise reste à l'ordre du jour de la conférence. Le premier développement c'est que M. Stanislas Mikolajczyk, chef du parti paysan polonais et ancien premier ministre du gouvernement polonais de Londres, a été invité à Moscou pour prendre part aux négociations en vue de la formation d'un nouveau gouvernement d'unité nationale. Cette décision aurait été arrêtée ces jours derniers entre MM. Staline et Churchill.

Ce n'est pas encore beaucoup, et à ce train-là la Pologne ne siègera probablement pas à San-Francisco. La collaboration de la Russie est assez mince.

Hier, à Varsovie, le Conseil national de Pologne, groupement pro-soviétique, a tenu une assemblée plénière à laquelle participaient 260 délégués. Plusieurs invités étatsuniens ont assisté à la réunion, notamment l'ambassadeur de Russie en Pologne et le ministre de Tchécoslovaquie, le représentant du gouvernement français, ainsi que des officiers de la mission militaire russe. Les Russes prétendent, comme ils s'y sont engagés, coopérer à la réorganisation du gouvernement polonais; mais ils regardent d'un oeil bienveillant fonctionner le gouvernement pro-communiste qu'ils ont reconnu à Varsovie, et avec lequel ils ont, malgré une demande d'ajournement de Londres, conclu un traité d'alliance pour vingt ans.

Lorsque après l'accord d'Yalta la commission spéciale s'est réunie à Moscou, quatorze chefs polonais vivaient cachés en Pologne depuis l'invasion du pays, sont sortis de leurs retraites sur la recommandation du gouvernement britannique, et se sont présentés auprès des autorités russes afin de participer aux négociations. L'ancien premier ministre Witos s'est joint à eux.

Il y a un mois, ces chefs polonais ont demandé aux Russes de mettre un avion à leur disposition afin que six d'entre eux puissent aller à Londres consulter les membres du gouvernement polonais en exil. Le jour suivant tous les quinze sont disparus et l'on n'en a plus entendu parler. Les Anglais et les Etats-Uniens ont demandé à M. Molotov ce que ces gens étaient devenus; le ministre russe a répondu qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de leur santé. Ces chefs polonais avaient en quelque sorte qualité de plénipotentiaires. Moscou les a simplement fait disparaître de la circulation. Ce procédé jette un jour étrange sur les sentiments d'amitié affirmés par la Russie envers les Polonais dans le récent traité d'alliance. Mais un autre rapprochement assez éloquent, c'est que le même M. Molotov a acquiescé au préambule qui proclamera par toute la terre le respect des droits de la personne. Il faut croire que, d'après l'interprétation russe, le fait d'enfermer quelqu'un, de l'empêcher de communiquer avec ses amis, cela ne viole pas ses droits personnels. Il serait à propos d'ajouter à la charte de San-Francisco quelques définitions de termes. — Paul SAURIOL